

## **Le gouvernement du Président Alpha Condé est devenu un danger pour tous les guinéens**

Depuis l'arrivée de monsieur Alpha Condé au pouvoir, la violation flagrante et constante de la Constitution, des lois de la République, des droits et libertés fondamentaux et des droits humains est devenue un fait banal.

En outre, la violence aveugle, le mépris, l'arrogance, l'indifférence, l'impunité et bien d'autres tares sont devenus un système de gouvernance en Guinée.

Le Président Alpha Condé était censé incarner un véritable changement compte tenu des brimades dont il a été victime avec ses partisans en tant qu'opposants et du fait qu'il ait passé presque toute sa vie dans le pays des droits de l'homme (la France). En plus, il est arrivé au pouvoir après d'ultimes sacrifices du peuple martyr de Guinée pour la liberté et la démocratie, notamment les morts, violées, blessés, emprisonnés en 2006, 2007, 2009... Paradoxalement, c'est lui aujourd'hui qui est responsable d'assassinats, de viol, de blessures, d'humiliation de ses propres compatriotes.

### **1- Quelques violations graves des droits humains :**

Pour des revendications légitimes d'emplois et d'avantages liées à l'exploitation minière de leur terre par la société Vale, les habitants de **Zogota** dans la préfecture de Nzérékoré, ont manifesté le 30 juillet dernier. Trois jours après, des militaires, gendarmes et policiers ont attaqué avec des armes à feu ce village en pleine nuit vers 1 heure et ont massacré systématiquement ses habitants qui dormaient faisant ainsi cinq (5) morts, des blessés graves, des arrestations arbitraires et plusieurs disparus.

Tout en présentant mes condoléances les plus attristées aux familles éplorées et au peuple de Guinée, je condamne fermement ce massacre injustifiable et inacceptable et exige des sanctions exemplaires contre ses auteurs et commanditaires conformément à la loi. En plus, tous les détenus doivent être immédiatement et inconditionnellement libérés.

Ce crime ignoble qui est de trop vient s'ajouter au bilan macabre du gouvernement du Président Alpha Condé, qui, pour de simples revendications à Siguiri, à Kindia, à Kamsar, à Zaoro a occasionné plusieurs morts, des blessés et des prisonniers.

Pour d'autres manifestations politiques légales et pacifiques, des agents des forces de défense et de sécurité sur ordre des autorités ont tué plus de cinq (5) personnes, blessé et emprisonné plusieurs autres dont des femmes enceintes et des enfants pour la plupart trouvés dans leurs domiciles privés, le 03 avril 2010, le 27 septembre 2011, le 10 mai 2012 à Conakry et récemment à Kankan.

Pourtant la Constitution dans son article 6 est formelle : *« Aucune situation d'exception ou d'urgence ne doit justifier les violations des droits humains »*.

## **2- Une Indifférence insolente et méprisante du gouvernement :**

- **Le cas de Fria :**

Depuis cinq (5) mois, les travailleurs de l'usine de Fria, qui est le fleuron de l'industrie minière en Guinée et même en Afrique, sont en grève et sont sans salaire. Cette usine, certes a traversé plusieurs crises depuis des années mais la volonté politique des dirigeants d'alors a toujours permis de trouver une solution pour sauver l'usine et conséquemment des milliers d'emplois et toute une population de plus de 150 000 habitants. La ville de Fria qui a été créée grâce à cette usine est entièrement alimentée en électricité et en eau potable par le fonctionnement correct de cette usine. Toutes les activités socio économiques dans cette ville tournent autour de l'usine.

C'est incompréhensible et inadmissible que le gouvernement laisse pourrir une situation qui compromet la vie d'un seul guinéen et porter atteinte à sa dignité a fortiori quand des dizaines de milliers de citoyens sont concernés. La Constitution garantit aux travailleurs le droit de revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail et l'Etat doit protéger leur travail comme le stipule l'article 20 de la Constitution : *« chacun a le droit d'adhérer au syndicat de son choix et de défendre ses droits par l'action syndicale. Chaque travailleur a le droit de participer, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination des conditions de travail »*.

Aujourd'hui les travailleurs et habitants de Fria sont abandonnés à eux-mêmes par l'Etat. Ils sont obligés de revendre leurs biens : véhicules, réfrigérateurs, téléviseurs... pour survivre.

Tout en exprimant mon soutien et ma compassion à la population de Fria, je dénonce fermement cette attitude inacceptable et irresponsable du gouvernement. L'usine de Fria doit être sauvée par tous les moyens pour que la ville de Fria vive avec ou sans la société Rusal. Tout problème a une solution et le gouvernement qui gère les ressources du pays doit aussi gérer efficacement les problèmes des citoyens. Et chaque minute compte pour résoudre ce problème car Fria connaît aujourd'hui une catastrophe humanitaire étant donné qu'il manque d'eau, d'électricité, de vivres, de soins primaires ... à une population qui vivait dans l'aisance.

- **le cas du Cholera ravageur :**

Depuis huit (8) mois, le cholera ravage les populations sous l'œil passif des autorités sanitaires et gouvernementales. Cette épidémie a fait en Guinée plus de 3000 victimes dont plus de 1000 morts de nos jours.

Aucune disposition sérieuse n'est prise par l'Etat qui n'a apporté aucun soutien aux milliers de malades. La seule et insuffisante prise en charge vient des partenaires au développement. Par cette attitude de fuite en avant, le gouvernement viole l'article 15 de la Constitution qui stipule : *« Chacun a droit à la santé et au bien être physique. L'Etat a le devoir de les promouvoir, de lutter contre les épidémies et les fléaux sociaux »*.

Par ailleurs, les Hôpitaux et Centres de santé guinéens sont devenus de véritables mouroirs car il y manque d'équipements, de dispositifs d'urgence, de professionnalisme, d'électricité, de l'eau, de toilettes... et sont devenus des endroits extrêmement sales et risqués.

J'adresse mes condoléances les plus attristées aux familles éplorées et j'en appelle au sens de responsabilité et à l'esprit civique des autorités guinéennes pour sauver le peuple de Guinée du choléra et des autres maladies graves par la prévention et la prise en charge efficace.

- **l'insécurité physique gravissime**

L'insécurité physique bat son plein en Guinée et fait beaucoup de victimes du fait des hommes en uniforme en toute impunité et des bandits de grands chemins qui opèrent en toute tranquillité.

Récemment un taximan fut tué par un militaire à un barrage dans la ville de Mamou. En plus, chaque jour de nombreux cas de meurtres, de blessés graves, des corps retrouvés sans vie, de disparus sont enregistrés à Conakry et à l'intérieur du pays. Des boutiques, des magasins, des marchés, des pharmacies, des domiciles privés, des citoyens, des diplomates et travailleurs expatriés... sont quotidiennement attaqués par des bandits lourdement armés et quelques fois en pleine journée.

Beaucoup de citoyens n'osent plus voyager pendant la nuit à l'intérieur du pays de peur d'être agressés et tués par les coupeurs de route qui ont déjà causé plusieurs morts surtout en Haute Guinée et en Guinée Forestière.

Des barrages inefficaces érigés à Conakry et à l'intérieur du pays servent plus à racketter les populations qu'à assurer leur sécurité.

J'adresse mes sincères condoléances et mes vives compassions à toutes les victimes de la mal gouvernance du régime du Président Alpha Condé et j'en appelle à l'esprit républicain et au sens du devoir des forces de défense et de sécurité en vue d'assurer la protection physique et morale de tous ceux qui vivent en Guinée.

Ces constants alarmants doivent faire appel à la mobilisation générale des forces patriotiques pour s'opposer efficacement et légalement aux actes cyniques et rétrogrades de ce pouvoir autoritaire et incapable. Car il a montré que son souci n'est pas d'assurer le bien être des guinéens pour lesquels il n'a que mépris malgré l'injonction de la Constitution *« la personne humaine et sa dignité sont sacrées. L'Etat a le devoir de les respecter et de les protéger... »*.

**Mouctar Diallo, Président de NFD (Nouvelles Forces Démocratiques)**

**Depuis Paris**

**Tél. : 00 337 53 41 16 13**